

**Suite de la page 9**

El-Hafid, de son nom de guerre – fils et frère de martyrs du Aarch des Ath Illilten, natifs d'Iferhounène dans la daïra de Aïn El-Hammam. Jeune militant du PPA/MTLD, Si El-Hafid s'illustra durant la Révolution par des actions retenues dans la mémoire de la région parmi les plus glorieuses entreprises par la compagnie du Djurdjura.

Très proche compagnon de Hocine Aït Ahmed, il prit fait et cause pour les premiers

algérienne, le MPA qui fut un fervent supporter du 4<sup>e</sup> mandat du Président Boutefflika, a accédé à une notoriété – surfaite ? – dont il est difficile de cerner l'exacte réalité. A l'approche des élections d'avril 2017, il fait le plein de listes de candidatures, montrant qu'en peu d'années, il a pu – avec l'appui de l'administration, disent ses rivaux – constituer un socle – réel ou présumé – plus solide que celui du FFS, du RCD et du PT, ce qui devrait être confirmé ou infirmé par les résultats du prochain

**Les autres partis de la mouvance identitaire, ultérieurs au FFS, au RCD et au MDR, se répartissent en deux catégories : celle des groupes en rupture de ban avec le Front des forces socialistes – FFS, Essabil, UDR, UDS – qui déclarent militer au nom du particularisme culturel et de la démocratie et celle des mouvements extrémistes qui poursuivent – à l'exemple du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie – des visées séparatistes, publiquement soutenues et assumées.**

engagements politiques post-indépendance de celui-ci et ne lui marchandait pas son soutien inconditionnel quand fut prise la décision de déclencher, en 1963, l'insurrection du FFS, parti dont il fut l'un des co-fondateurs.

Homme de principes, il ne comprend pas le rapprochement entre Aït Ahmed et Ben Bella, intervenu à Londres en 1985, un rapprochement qu'il considère inacceptable et qui le place en retrait du parti. Il attend 1990 pour lancer sa propre formation mais n'arrivera pas à la faire décoller et à rassembler autour d'elle une base de l'étendue de celle de son parti d'origine.

L'Histoire conservera de ce militant novembriste le souvenir d'un combattant qui préféra, lui aussi, dans la même prise de conscience rectificatrice que Slimane Amirat, s'élever au-dessus des contingences régionalistes et donner à mesurer son sens des responsabilités nationales mises en valeur par le précieux témoignage qu'il livra dans son ouvrage intitulé «FFS contre dictature».

#### c)- L'Union pour la démocratie et la République

Ce fut, là, le premier parti constitué par Amara Benyounès, l'un des membres les plus actifs du MCB, avec Saïd Sadi qu'il accompagna à toutes les étapes de son militantisme au service de la cause identitaire : dans l'association culturelle Tilleli, au RCD, au MPR. Il ne s'en détacha qu'au moment où, servi par le réseau des milieux d'affaires proches des centres de décision, il découvrit qu'il avait mieux à gagner dans une extrapolation politique d'une envergure plus nationale que régionale.

Ce fut, alors – en 2004 – qu'il constitua l'UDR rebaptisée, en 2012, Mouvement populaire algérien, mis sur orbite grâce à la campagne électorale du Président Abdelaziz Bouteflika dont il fut le directeur, en 2009.

Récupéré par le cercle présidentiel, il renoue avec les fonctions ministérielles dont il fut, naguère, en charge, pour le compte du RCD, et se fait nommer à la tête des ministères de l'Industrie et du Commerce où il succède aux islamistes du MSP. Il est obligé de les quitter, sous la pression de lobbies adverses plus puissants que le sien. Météorite de la politique

scrutin. La Dépêche de Kabylie, un quotidien régional que Amara Benyounès lança en 2002, continue à s'intéresser, de près, à la question identitaire, tout en servant de tremplin à son directeur actuel, le frère du secrétaire général du parti, propulsé à la tête de la liste de la circonscription électorale d'Alger.

#### d)- Essabil El-Badil

Autres étoiles filantes, sitôt apparues sitôt disparues, ces deux partis furent le fait de l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur Abdeslam Ali Rachedi, exclu du FFS en 2000, après avoir été le président de son groupe parlementaire à l'Assemblée populaire nationale.

Visiblement démuné de moyens de nature à l'ancrer durablement dans le paysage politique national, l'ancien membre de l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger de 1969 et natif de Annaba ne s'est manifesté, ces dernières années, en panne de programme attractif, que par intermittence. Il se condamna, de la sorte, à ne se placer sur aucune ligne de départ, neutralisé, en partie, aussi, par ses anciens co-militants du FFS qui ne lui ont pas pardonné ses positions erratiques.

#### e)- L'Union démocratique et sociale

L'Union démocratique et sociale (UDS) semble – du moins, en théorie – n'être qu'une copie relookée du FFS.

Le programme défendu par son fougueux animateur, Karim Tabou, ex-secrétaire général du Front, en indécatesse avec Hocine Aït Ahmed, à la fin de son mandat, n'a pas, encore, suscité au sein de l'opinion l'intérêt escompté, probablement freiné par le refus du ministère de l'Intérieur de donner suite à sa demande d'agrément, présentée en 2012.

Nouvelle figure du jeune personnel politique algérien, Karim Tabou s'efforce de doter son parti d'une personnalité propre et de se prémunir contre les survivances de son ancienne matrice, encore présente dans le lexique de son discours.

Son mérite est, toutefois, d'avoir compris qu'il était temps de se dégager du corset dans lequel la revendication identitaire fut emprisonnée et qui n'a plus, aujourd'hui, sa raison d'être.

#### f)- Le Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie

Plus connu par ses initiales – MAK – ce parti séparatiste qui tombe sous le coup des dispositions de la Constitution relatives à l'intégrité territoriale du pays est au courant identitaire ce que fut l'ex-FIS pour le courant islamiste : constamment dans l'outre-passement. Depuis sa création en 2001, lors du «Printemps noir», il ne cache pas ses options radicales favorables, d'abord à l'autonomie puis à l'indépendance de la région. Même non agréé, il mène des activités publiques, plus ou moins tolérées par les autorités locales. Les responsables gouvernementaux l'ont, plusieurs fois, mis à l'index pour ses relations supposées avec des puissances étrangères dont il serait un relais. Son fondateur et leader Ferhat M'Henni, interprète du répertoire de la poésie populaire kabyle nostalgique, réside à Paris. Il était présent dans l'Airbus d'Air-France détourné par le GIA, lors de la décennie noire.

- Une autre formation autonomiste – le Rassemblement pour la Kabylie (RPK) a vu le jour en décembre 2016. Elle fait allégeance au canal historique du P<sup>r</sup> Chaker et de Hacène Hirèche. Ce Front, dirigé par Hamou Boumédine, se démarque du MAK et précise qu'il agit dans une perspective régionale – décentralisatrice – et non régionaliste.

#### g)- Les Aarouchs

Les Aarouchs – par définition groupe de tribus ou de fractions de tribus, organisées autour d'entités délibératives communautaristes, du type de la djemaâ traditionnelle, n'ont pas constitué un parti politique en soi, bien que s'étant comportés comme tels. En entrant, avec fracas, en 2001, dans l'actualité nationale, ils se présentèrent, formellement, comme un mouvement citoyen poursuivant, dans le dépassement du MCB, trois objectifs : la reconnaissance de la langue et de la culture amazighes, la régionalisation de l'Etat et la défense des droits démocratiques des citoyens. Le mouvement mené, au pas de course, par Belaïd Abrika, rédige et présente au gouvernement, après la consultation de ses structures militantes

enfin réaliste – a dû céder mais, dans le même temps, tiré son épingle du jeu. Il rattrape son retard et rejoint, en la matière, le niveau de son voisin marocain : reconnaissance de la langue et de la culture berbères, institution aux côtés du HCA, d'une académie de langue, etc.

2- Préméditée ou non, cette démarche a eu pour conséquence concrète la dépolitisation du dossier et son transfert à un niveau de gestion, strictement académique.

Mine de rien, les autorités ont coupé l'herbe sous le pied des partis qui avaient fait de la cause un fonds de roulement et les contraignent, maintenant, à changer de fusil d'épaule et à passer à autre chose.

François Mitterrand avait usé d'un stratagème, plus ou moins analogue, quand il voulut faire revoir à la baisse l'influence du Parti communiste français dans les années 80 au profit du Front National de Jean Marie Le Pen.

3- De nombreux partis – une dizaine entre identitaires, autonomistes et indépendantistes – membres à part entière de la mouvance sont en perte de vitesse, forcés de revoir leur copie après l'épuisement du fonds de leur programme. On aura constaté qu'hormis le FFS, la majorité d'entre eux n'arrivera pas à s'extirper du réduit kabyle où ils furent confinés, selon le mot de Rachid Halit, l'ancien membre limogé du présidium du FFS.

Il n'y a qu'à voir les difficultés enregistrées par le RCD pour collecter les parrainages de ses candidats aux élections législatives d'avril 2017, le signe – de l'avis des observateurs – d'un inquiétant déclin.

4- Dans un parallélisme de formes, certainement étudié, le pouvoir d'Etat a agi avec la mouvance identitaire, exactement comme il le fit avec les islamistes. En noyant les acteurs, plus ou moins représentatifs, dans une inflation de partis microscopiques, des greffons artificiels chargés de déprécier ce dont la cause était porteuse, il leur fera connaître, certainement après les prochaines élections – la désaffection des citoyens aidant – un nivellement par le bas, pour les uns et une disparition, pure et simple, pour les autres. Face à ce processus

**Après bien des rendez-vous manqués avec l'Histoire, l'Etat national – enfin réaliste – a dû céder mais, dans le même temps, tiré son épingle du jeu. Il rattrape son retard et rejoint, en la matière, le niveau de son voisin marocain : reconnaissance de la langue et de la culture berbères, institution aux côtés du HCA, d'une académie de langue, etc.**

verticales et horizontales, une plateforme dite Plateforme d'El-Kseur, «scellée et non négociable», rendue publique en juin 2001.

Les négociations engagées avec Ahmed Ouyahia furent difficiles. Elles aboutirent, au terme d'un long bras de fer, à la division du mouvement et à son essoufflement. Plusieurs années plus tard, et comme par enchantement, il n'en subsistera plus rien.

• A ce terme de l'analyse du fait identitaire algérien, quelques conclusions provisoires s'imposent d'elles-mêmes.

Il y en a quatre qui paraissent aller de soi :

1- La longue marche de la cause identitaire algérienne a mis 34 ans pour réaliser ses objectifs. Après bien des rendez-vous manqués avec l'Histoire, l'Etat national –

de sélection, habilement mené, les partis concernés devront, pour maintenir la tête hors de l'eau, réajuster leurs programmes et les déporter vers des centres d'intérêt plus en phase avec la lourde demande sociale et économique de 42 millions d'Algériens confrontés à une crise en attente d'idées originales et de projections sur l'avenir, autrement plus novatrices et consensuelles. Saïd Sadi et le RCD en avaient donné, en leur temps, un aperçu en avançant des propositions sur le rééchelonnement de la dette extérieure qui tenaient, plus ou moins, la route face à un FMI des plus intransigeants.

**B. M.  
(À suivre)**

**NOTES :**

11) Saïd Sadi est né à Aghribs, en 1947. Après des études secondaires à Tizi-Ouzou, et alors qu'il poursuivait des études de médecine à l'Université d'Alger, il s'adonne, dès 1968, au militantisme culturel et intègre, en 1978, les rangs du FFS où il fait de la revendication identitaire, son principal cheval de bataille.

En 1980, il est l'un des militants les plus en vue du «Printemps berbère».

Arrêté et déferé devant la Cour de Sûreté de l'Etat de Médéa, il est aussitôt libéré, rompt avec le FFS, participe à la fondation de la Ligue algérienne pour la défense des

droits de l'Homme, en 1985, et se retrouve, encore une fois, détenu à Lambèse, d'où il est élargi, en 1987, par le Président Chadli Bendjedid.

Secrétaire général du RCD qu'il crée, en 1989, il tente, sans succès, de fédérer en pôle les démocrates algériens dans le Mouvement pour la République (MPR) et se lance dans la course des législatives de décembre 1991 dont il dénonce les résultats du 1<sup>er</sup> tour.

Trois années plus tard, il est candidat aux premières présidentielles pluralistes où il se classe troisième, un potentiel qu'il transformera, en 1997, au profit de son parti qui remporte 19 sièges à l'APN.

Absent des présidentielles de 1999 qu'il boycotte, il

obtient, malgré cette défection, les portefeuilles de la santé et des transports pour deux de ses proches compagnons.

«Le Printemps noir» de 2001 le renvoie dans l'opposition radicale : il refuse de prendre part aux législatives de 2002, ce qui ne l'empêche pas de concourir aux présidentielles de 2004 où il n'arrive pas à franchir la barre des 1,94% de voix.

Au 4<sup>e</sup> congrès du parti, tenu en 2012, il décide de quitter la présidence du parti qu'il cède à Mohcine Belabbès. Il redevient militant de base, s'engage dans le mouvement associatif et publie plusieurs ouvrages de littérature et d'histoire dont l'un, sur le colonel Amirouche, suscita de vives polémiques avec d'anciens «malgaches».